

Le développement local: Nouvelles perspectives. Introduction

Local development: New perspectives. Introduction

Pierre-André Tremblay



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/948>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.948](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.948)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Pierre-André Tremblay, « Le développement local: Nouvelles perspectives. Introduction », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 30 | 2003, mis en ligne le 01 mai 2003, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/948> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.948>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Le développement local: Nouvelles perspectives. Introduction

Local development: New perspectives. Introduction

Pierre-André Tremblay

- 1 Les textes de ce numéro d'Interventions économiques regroupent une partie des communications présentées en deux occasions. La première fut un colloque organisé à l'ACFAS 2002 sous le titre « Repenser le développement », la seconde lors de divers colloques tenus pendant la rencontre de l'Association de science régionale de langue française (Trois-Rivières, août 2002). Les auteurs avaient été invités à réfléchir à ce que signifie le développement et par extension, le développement local à l'époque actuelle.
- 2 La tâche n'était pas facile et elle est loin d'avoir été atteinte à la satisfaction de tous. La notion de développement est devenue un élément-clé de la culture des sociétés contemporaines, c'est-à-dire une évidence qu'il est presque impossible de questionner. Gramsci aurait sans doute parlé de « sens commun », une notion reçue qui sert à penser les autres dimensions de la vie, mais qui se tient elle-même à l'orée du discours et comme telle, reste largement impensée.
- 3 Mais impensée ne signifie pas muette. En fait, elle est omniprésente, depuis la psychologie savante (le développement de l'enfant) ou populaire (le développement de soi) jusqu'à la philosophie (« deviens ce que tu es ») et évidemment, la biologie, la sociologie, l'économie. Elle sert à comprendre le passé et à montrer comment le présent est parvenu à être, mais surtout elle pose un critère indiquant comment le présent **doit** devenir le futur. Cette normativité est généralement implicite, mais elle n'en est pas moins efficace. Elle signifie qu'on **doit** penser les choses en termes de développement, même si le terme reste flou.
- 4 Considéré ainsi, sous l'angle cognitif, le développement est moins une « chose » qu'un processus et une façon de concevoir les « choses » sociales. Le non-dit dans lequel se cantonne cette compréhension ne signifie pas que le terme n'aie aucun sens, bien au contraire, mais ce sens demeure implicite, une de ces pré-notions dont on a pourtant

tellement dit qu'il fallait rompre avec elles. Il s'agit donc moins d'un concept que de la reprise d'une catégorie du sens commun.

- 5 Bien que sa généalogie soit longue, c'est vers la fin des années quarante que le terme s'impose au plan international (Sachs, 1992, Rist, 1997). Époque dominante du keynésianisme, triomphe du fordisme, apogée de l'État-providence : la croissance semblait indéfinie et le « paradigme productiviste » régnait sans partage. Dans ce contexte, qui se surprendra de constater que malgré les précautions par ailleurs affirmées, il soit si difficile de distinguer croissance et développement?
- 6 Après une trentaine d'années de domination, ce paradigme a perdu de son lustre. La critique écologiste a fait comprendre l'insoutenabilité de ce modèle; à peu près simultanément, le fordisme a atteint sa limite, sans que l'on soit très certain de ce qui le remplacera.
- 7 La preuve en est que bien qu'on continue à utiliser le terme de développement, le discours s'est greffé de notions qui s'y intègrent mal. L'État se veut accompagnateur, et non plus moteur et planificateur – ce qui n'est pas très keynésien. On parle de décentralisation et de prise en charge, ce qui ne l'est pas non plus. La croissance demeure un objectif incontesté, mais sans les outils fordistes de la croissance.
- 8 Il semble donc que le discours demeure en porte-à-faux, ce qui explique peut-être son incapacité réflexive, son silence sur ses propres présupposés et, admettons-le, sa redondance. Risquons-en une explication, qu'on retrouvera souvent plus ou moins clairement dans les textes qui composent ce numéro.
- 9 Un des problèmes de la théorie du développement, et a fortiori du développement local est l'incapacité à prendre en compte l'évidence de deux mouvements simultanés. D'une part, celui de la délocalisation, de la dé-spatialisation qui vient avec la mondialisation des activités et qui, à terme, pousse à croire que « la distance n'a plus d'importance », ce que Harvey avait appelé la compression de l'espace-temps ; d'autre part, celui de la localisation de ces activités, c'est-à-dire le fait que cette mondialisation se structure autour de points, de lieux : la mondialisation est une métropolisation. En grossissant le trait, on pourrait dire que nous sommes en voie de passer d'une géographie des surfaces (les États-nations) à une topologie des réseaux – cela étant évidemment un énoncé très exagéré. C'est ce double mouvement que le terme de glocalization (Robertson, 1992) désigne.
- 10 Or, une partie importante de la théorie du développement est en réalité une théorie de la modernisation de l'État-nation, conçue comme une émancipation par rapport aux diverses attaches enserrant l'individu. Certaines de ces attaches sont spatiales : la modernisation, c'est passer du village ou du quartier à la Nation, ce que les sociologues désignent comme le saut qualitatif du statut au contrat ou de la communauté à la société. On peut ainsi opposer l'horizon étroit du relationnel primaire, immédiat, à l'horizon large du relationnel secondaire, des liens sociaux libres. L'idéal serait d'arriver à un individu sans attaches, figure renouvelée du sujet libéral typique, qui n'a de liens qu'indirects, impersonnels, négociés. L'idée du contrat social n'est pas loin.
- 11 Cet utilitarisme se manifeste, sur le plan politique comme un modèle républicain, comme un mode d'organisation qui ne laisse subsister aucune médiation entre les personnes (les citoyens) et l'État, incarnation de la Nation. Les Jacobins l'avaient tenté en cherchant à éliminer les associations, les corporations et les syndicats. Ils favorisaient ainsi la verticalité au détriment des relations horizontales (ce qui ne

signifie pas égalitaires) que les individus pourraient nouer entre eux. En bonne logique, cela revient à dire que les personnes ne doivent plus avoir d'identité autre que nationale. Ce modèle est donc nécessairement homogénéisant.

- 12 Il est clair que ce modèle n'a jamais été pleinement réalisé : il y a encore, même en France, des régions, des syndicats, des associations. Il s'agit donc de l'énoncé d'une norme, non d'une description de ce qui existe. Sans doute n'avons-nous jamais été modernes (Latour, 2000).
- 13 Ce qui est tout aussi clair, c'est que ce modèle ne mène pas à l'abolition de tout horizon, mais se situe d'emblée à l'intérieur de l'horizon de l'État-nation. Il faut s'assurer que les Bretons, les Basques, les Gallois, deviennent Français, Espagnols ou Anglais, non qu'ils soient des individus totalement libres. Le modèle républicain est modèle non d'un individu, mais de la formation d'une identité nationale. Moderniser, c'est créer ces « communautés imaginées » que sont les Nations (Anderson, 1991) et non abolir toute communauté.
- 14 C'est justement ce que remet en question la mondialisation. En se fondant sur les réseaux de métropoles, elle change profondément la place des États-nations. La planète-monde devient l'horizon premier. Les théories qui se situent à l'intérieur du cadre de construction de l'État national, les théories de la modernisation, sont donc déphasées. De façon certes un peu provocante, on pourrait dire : si le développement n'est plus développement de l'État national, de quoi sera-t-il le développement? Une bonne partie de nos difficultés intellectuelles tiennent à notre incapacité à répondre adéquatement à cette question.
- 15 Ce n'est pas faute d'essayer, comme le montrent, chacun à leur façon, les articles de ce numéro. Ils cherchent tous la réponse du côté des collectivités locales, plutôt que de celui du pays. Reste à voir comment les termes anciens – communauté, localité, région – survivront au changement de paradigme.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON, B. (1991). *Imagined communities. Essay on the origins and spread of nationalism* (2nd. Ed.), Londres, Verso books.
- LATOUR, B. (2000). *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte.
- RIST, G. (1997). *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Science Po.
- ROBERTSON, R. (1992). *Globalization. Social theory and global culture*, Newbury Park, Sage.
- SACHS, W. (dir.) (1992). *The development dictionary*, Londres, Zed Books.

AUTEUR

PIERRE-ANDRÉ TREMBLAY

Université du Québec à Chicoutimi